

Madagascar : Epidémie de coronavirus

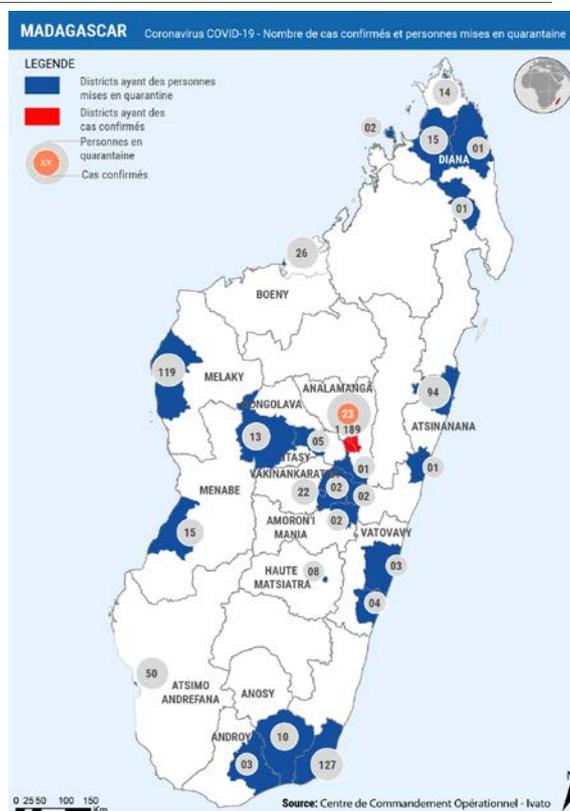
Rapport de Situation conjoint n°1, en date du 27 mars 2020



Ce rapport est préparé par le Bureau du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies, incluant les interventions des agences du Système des Nations Unies ainsi que leurs partenaires regroupés au sein de l'Equipe Humanitaire Pays

Faits marquants

- L'Etat d'urgence a été déclaré suite à la confirmation des premiers cas le 20 mars
- A la date de 26 mars, 24 cas sont confirmés dont 1 présente des symptômes de maladie.
- 1.363 personnes sont « sous observation » dans plusieurs zones à Madagascar, dont 192 sont en fin d'observation
- La région Analamanga et la ville de Toamasina sont en confinement partiel pour 15 jours
- Un Centre de Commandement Opérationnel a été installé par le Gouvernement afin de coordonner toutes les réponses inter-ministères.
- En ligne avec l'activation du plan de contingence national, le Système des Nations Unies a activé son plan de contingence interne, ainsi que son plan de continuité d'activités.



Aperçu de la Situation

24 Cas confirmés	0 Décès	86 Cas suspects	1.171 Personnes mises en observation actuellement	02 Régions en confinement	30,3 millions \$US Requis pour le plan de riposte
---------------------	------------	--------------------	--	------------------------------	--

Depuis janvier 2020, Madagascar a détecté des cas suspects de coronavirus mais la notification du premier cas confirmé a été le 19 mars 2020 suite à laquelle le Président de la République a déclaré la situation d'état d'urgence sanitaire nationale le lendemain. Au 26 mars, il y a eu vingt-quatre (24) cas confirmés, 224 alertes rapportées dont 223 investiguées et 86 validées.

Alors que les vols internationaux reliant Madagascar avec la Chine ont été suspendus depuis le mois de février 2020, les vols venant des pays européens affectés ont été suspendus le 19 mars. Des mesures additionnelles ont été appliquées dès l'annonce de l'état d'urgence. Il s'agit de :

- la suspension de tous les vols internationaux et régionaux ;
- la suspension des regroupements publics et manifestations culturelles ;
- la fermeture des espaces de fête ;
- la suspension des manifestations sportives ;
- la fermeture de toutes les écoles et universités pendant 15 jours ;
- et le confinement partiel pendant 15 jours pour les régions Analamanga et Antsinanana : aucun transport public autorisé à l'intérieur de ces deux régions, aucun transport en commun autorisé pour sortir ou entrer dans ces deux régions, y compris les vols commerciaux.

Par ailleurs, les Eglises ont aussi suspendu tous les évènements religieux.

Financement

Le plan de contingence initialement activé a été traduit désormais en plan de riposte au coronavirus et budgétisé à 30,35 millions \$US. Selon les différents axes stratégiques de cette réponse, les financements officiellement reçus s'élevaient à 9,32 millions \$US, répartis comme suit :

\$30,3 millions
requis par le plan de réponse

- 3,7 millions \$US de la Banque mondiale pour les volets surveillance et prise en charge, notamment axé sur le « scénario 1 » du plan.
- 800.000 \$US de l'OMS, à travers la reprogrammation des activités régulières
- 3,5 millions \$US du PNUD pour les intrants sanitaires, et 100.000 \$US pour la coordination
- 610.000 \$US de l'UNICEF en intrants WASH, santé, nutrition et actions de communication
- 500.000 \$US disponible au niveau de l'UNFPA pour soutenir les services en santé de reproduction.
- 80.000 Euros de l'Action Contre la Faim (ACF), réalloués à partir de ses projets courants.
- 100.000 Euros de Médecin du Monde (MdM) pour appuyer la réduction de la transmission interhumaine du Coronavirus dans les structures hospitalières d'Antananarivo.

Par ailleurs, des dotations en nature ont été reçues, essentiellement de la Fondation Jack Ma (à travers l'Union Africaine) ; il s'agit des kits de prélèvements et de 11,700 tests rapides pour COVID-19.

Enfin, afin de soutenir les personnes vulnérables et les personnes victimes directs des mesures de confinement, un plan de protection social est en train de se mettre en place. Le PNUD a pré-positionné 1 million \$US pour contribuer à la mise en œuvre de ce plan, le PAM 800.000 US\$ et l'UNICEF 500,000 US\$. Des fonds supplémentaires seront fournis par la Banque Mondiale, ACF est également prêt à apporter son soutien.

Réponse Humanitaire



Santé

Surveillance

- L'OMS a appuyé les activités suivantes : poursuite du contrôle au niveau des points d'entrée, suivi des personnes mises en observation, investigation des nouveaux cas confirmés, recherche active des contacts des cas confirmés, et mise en place de 4 postes de contrôle dans les districts d'Arivonimamo, Miarinarivo, Tsiroanomandidy et Ambositra.

24
Malades hospitalisés
sous traitement

Laboratoire

- Acquisition de 20 089 tests COVID-19 (don de l'Union Africaine)

Prise en charge des cas

- L'OMS a procédé à la livraison des bouteilles d'oxygène et de tente désinfectant aux hôpitaux de référence, la poursuite de la dotation des hôpitaux de référence (ANDOHATAPENAKA, ANOSIALA, CLINIC SNU, et la Polyclinique ILAFY) en matériels médicaux, équipements de protection individuel selon leur besoin, la supervision des hôpitaux de référence pour s'assurer de la mise en œuvre effective des directives de prise en charge.
- L'UNICEF travaille avec l'OMS et le Ministère de la Santé Publique pour assurer qu'un soutien à la riposte soit fourni et que les services essentiels restent disponibles pour les enfants.
- L'UNICEF a 240 boîtes de ceftriaxone, 213 boîtes de Cefalexin, 45 boîtes de corticoïdes, 450 de bronchodilatateur, 60 bouteilles d'infusion de glucose et de lactate de sodium, 120 boîtes d'acide ascorbique, 40 thermomètres, 1400 Masques FFP2, quatre tentes médicales (24m2), un Rub Hall de 240m2.
- L'UNICEF a également conduit une évaluation des services hospitaliers au niveau des neuf principaux points d'entrée internationaux.

- Le PNUD a procédé à un achat au niveau global de combinaisons de protection, de Tests et différents équipements et fournitures médicaux, d'un montant de 3,5 millions \$US.

Santé de reproduction

La contribution de l'UNFPA a pour but de garantir l'accès aux soins pour les femmes et les filles les plus vulnérables, en particulier les femmes et les filles enceintes et allaitantes, en SSR / VBG. Un projet ZERO DECES MATERNEL DANS LE CONTEXTE DE L'EPIDEMIE DU COVID19 a été élaboré et qui cible :

- Au moins 50 000 femmes et les filles les plus vulnérables, en particulier les femmes et les filles enceintes et allaitantes des régions d'Analamanga et Antsinanana, vont bénéficier de services de santé de la reproduction et Violence basée sur le genre dans le contexte du coronavirus (2019-nCoV)
- 630 sages-femmes vont bénéficier d'équipements de protection individuelle pour garantir l'accès aux soins des femmes enceintes et allaitantes et prévenir/prendre en charge le COVID19 chez les femmes enceintes et allaitantes
- 280 maternités des régions d'Analamanga et Antsinanana soutenues pour offrir les services de santé de la reproduction, la prévention et la prise en charge du COVID-19 des femmes enceintes et allaitantes
- Pour un budget total de 1.240.000 \$US, 500.000 \$US est déjà disponible à travers les mécanismes de programmation de l'UNFPA.

Maintien des services de sante essentiels

- L'UNICEF travaille avec l'OMS pour s'assurer que certains services de base (vaccination, lutte contre les maladies diarrhéiques et respiratoires) demeurent accessibles en tant de crise pour limiter l'impact secondaire de la crise sur la santé de populations.

Lacunes & Contraintes de la réponse sanitaire :

- Gestion efficace et efficience des stocks en équipements et intrants
- Le tracing des contacts des cas confirmés
- Acheminements des prélèvements des régions éloignées au laboratoire de référence
- Gestion de la psychose généralisée avec les rumeurs tous azimuts sur l'existence supposée de cas positifs dans certaines localités
- Respect des mesures de confinement préconisées
- Remplissage correct des fiches d'investigation
- Continuité des soins de santé de base (la vaccination, surveillance des maladies évitables par la vaccination, accouchement...).

Secteurs multiples d'appui



Logistique

- Le PAM, en appui à l'OMS, a mis en place la gestion des stocks des intrants médicaux (consommables, médicaments et équipements) pour la répartition par le Ministère de la Santé vers les régions de Madagascar. Il s'agit de l'inventaire complet des intrants, l'encodage en version électronique des données, la mise en place d'un système de suivi des entrées/sorties en version papier (fiches de stock) et électronique. Cet exercice, ayant pu être bouclé en 48 heures seulement, a été possible grâce à un appel de volontaires logistiques à travers le Groupe Sectoriel Logistique auquel Medair et ACF ont répondu présent en déployant chacun un agent.
- L'OMS a appuyé l'acquisition des dons de l'Union Africaine composée de 100.000 pièces de masque chirurgical N95, 741 pièces de combinaison à usage unique sans camisole, 1.111 pièces d'écran facial de protection, 20.089 tests de COVID-19.
- L'OMS a assuré aussi la poursuite de la livraison en cours de masques et de tests dans les hôpitaux de référence et le suivi des commandes en équipements et intrants.



Eau, Assainissement et Hygiène

Dans un contexte de pandémie, l'amélioration de l'hygiène à la fois dans la population et dans les centres de confinement et traitement est indispensable.

L'UNICEF lead les actions de renforcement rapide de l'hygiène à travers :

- Des évaluations des besoins en WASH dans les centres de santé et les aéroports de Sainte Marie, Nosy Be, Tamatave et Fort Dauphin ainsi que dans deux hôpitaux recevant des cas suspects et confirmés de COVID-19. Les lacunes identifiées seront corrigées dans les prochains jours pour appuyer le fonctionnement de ces centres.
- Mise en place d'un circuit standard pour les malades suspects à l'entrée des hôpitaux.
- Fourniture d'electro-chlorinateurs aux centres de traitements de l'hôpital Manarapenitra
- Renforcement de la capacité de la Jirama à livrer de l'eau dans les quartiers défavorisés de la ville (10 citernes de 10m3)
- Fourniture de 30 réservoirs d'eau (250L), 4.00 cartons de savon, 225 barils de chlore, 900 seaux pour lavage des mains et 45 jerrycans de 5 litres de gel hydro-alcoolique.
- Un inventaire des stocks requis et disponibles à l'échelle nationale pour garantir que des mesures d'hygiène contre le COVID-19 soient en place aux points d'entrée internationaux. Les zones de traitement ont été identifiées et les matériels sont fournis.
- La remobilisation des « hygienistes » formés pendant la dernière épidémie de peste.
- Une réunion du cluster WASH pour informer les partenaires de la réponse WASH, partager les mises à jour mondiales de COVID-19 et déclencher la plate-forme nationale 5W (QUI QUOI OU QUAND A QUI).
- Renflouement d'urgence, mobilisation du cluster, UNICEF y compris, la mobilisation de fonds dans un contexte où le WASH n'est pas priorisée.
- MdM appuiera trois (03) Centres Hospitaliers Universitaires de prise en charge (Befelatanana, Anosiala, Manarapenitra) en partenariat avec ACF sur le volet hygiène.

Communication

- L'OMS a assuré la poursuite de la sensibilisation de la population sur la maladie COVID-19 à travers les radios, télévisions, réseaux sociaux, etc ; et la réunion de réorganisation des activités de communication suite à la déclaration de l'état d'urgence et la prise de mesures nouvelles

L'UNICEF appuie et met en œuvre les activités suivantes.

- Appui à la mise en place d'une cellule de veille informationnelle qui produit des mises à jour quotidiennes et la surveillance des rumeurs.
- Soutien à l'opérationnalisation de l'équipe de surveillance de l'information et de gestion des rumeurs et de l'équipe de la ligne verte 910 par la fourniture d'équipements et de formations.
- Organisation d'une évaluation rapide pour la cartographie des perceptions face au nouveau virus Covid 19.
- Participation à la mobilisation de la communication au niveau national et au niveau des neuf principaux points d'entrée par le biais des médias, des responsables de l'école, des représentants de la communauté, des chefs et des équipes de secours locales.
- Participation à la conception et à la production de supports de communication COVID-19, tels que des spots radio et vidéo de service public, des affiches destinées aux espaces publics ainsi que des brochures (2.500 exemplaires diffusés, 30.000 exemplaires en cours d'impression).
- Des supports écoles ainsi qu'un protocole pour le corps enseignant
- Diffusion de messages clés sur les réseaux sociaux d'UNICEF Madagascar.
- Coordination des actions de communication avec la commission de communication inter-agences / ministère.
- Diffusion d'informations sur les réseaux sociaux et gestion des rumeurs à travers la ligne verte 910.
- Soutien à la ligne verte 913 pour la déclaration des cas
- Production de vidéos sur le lavage des mains dans le cadre du #SafeHandsChallenge
- Renforcement des capacités des journalistes, des blogueurs et des membres de la ligne verte 910
- Partage d'information essentiel aux journalistes.
- Diffusion de messages clés des célébrités locales sur les réseaux : <https://www.facebook.com/mirado.official/posts/3178987392146581>

- Surveillance des rumeurs sur les réseaux sociaux et partage d'information avec le personnel et les sections concernées.

L'ACF appuie :

- Mobilisation de la plateforme HINA/Sun pour support à la communication à travers les réseaux d'ONG partenaires et la diffusion au niveau local ; ainsi qu'au support à la coordination nationale sur le contrôle des « fake news » (en développement)
- Mobilisation de son équipe à Toliara sur la sensibilisation au COVID-19
- Maintien des équipes mobiles (14) en Santé/Nutrition dans 6 districts du sud, intégration des messages sur le COVID-19 en collaboration avec le DRS.



Education

- L'UNICEF a fait le suivi de la distribution d'affiches scolaires à Antananarivo : ainsi, 64 écoles utilisées comme points de distribution des produits essentiels par le Gouvernement, et une autre ciblée comme site de relocalisation des sans-abris par le Gouvernement. En attente de commentaires sur la santé concernant le draft de protocole scolaire sur le COVID-19
- L'UNICEF a aussi mené des discussions en cours sur la possibilité des méthodes d'enseignement à domicile, y compris d'éventuels programmes radio.
- Préparation des commandes de stocks de contingence et d'une opération majeure de « back to school » (retour à l'école) lorsque la crise s'atténue.



Nutrition

- Sous le leadership du secteur santé, l'équipe nutrition de l'UNICEF, coordonne étroitement avec l'équipe d'intervention d'urgence de l'UNICEF pour l'intégration de tous les conseils liés à la nutrition fournis par NYHQ et ESARO (informations sur la protection de l'allaitement maternel optimal, entre autres) ainsi que pour le maintien des services de santé dans ce contexte et la sécurité des professionnels de santé et des patients (à Madagascar, la PCMA est pleinement intégrée au système national de santé)
- Des fournitures, pour le deuxième trimestre 2020, pour la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère (continuité des services) sont actuellement envoyées par l'UNICEF vers des structures de traitement nutritionnel ambulatoire et hospitalier intégrées dans les centres de santé et les hôpitaux (6.844 cartons de RUTF, F75, F100, ReSoMal et antibiotiques partie du traitement systématique)
- ACF a réorienté son projet PARN à Itasy, avec l'ORN et le DRS pour supporter les réponses au COVID-19.



Protection

- Le sous-cluster « Protection de l'Enfant », sous le lead de l'UNICEF, s'est mobilisé pour inclure les enfants ayant besoin d'une protection spéciale tels que ceux en prison ou d'autres institutions, ainsi que l'organisation d'un soutien psychosocial aux familles affectées par le COVID-19.
- L'UNICEF a également fourni un appui technique au Ministère pour éviter les mesures contre-productives (dont les regroupements forcés des personnes vulnérables), et atténuer les impacts secondaires et a fourni des réponses aux demandes de matériel C4D et de kits WASH pour 259 institutions de garde d'enfants à Antananarivo.

Protection sociale

- Le PAM, l'UNICEF, le PNUD et la Banque Mondiale ainsi que l'ACF coordonnent avec le Ministère en charge de la Population, Protection Sociale et Promotion de la Femme et le Bureau National de Gestion des Risques et Catastrophe, l'élaboration d'un plan de réponse de protection sociale. Le Groupe de Transfert Monétaire a été activé pour élaborer ce plan de protection sociale.

- Le plan s'articule autour de trois phases : (1) Une phase de réponse d'urgence immédiate pour soutenir le confinement de la population dans les zones urbaines d'Antananarivo et de Toamasina et décourager les déplacements pour les travailleurs du secteur informel et les personnes vulnérables (budgétisé ici pour 2 mois et dont la durée dépendra de l'évolution de l'épidémie) ; (2) Une phase de réponse à court terme pour soutenir le confinement de la population dans les autres villes affectées et décourager les déplacements pour les travailleurs du secteur informel ; et (3) Une phase d'appui de plus longue durée pour soutenir la consommation et relancer les activités économiques des ménages les plus vulnérables (dont les paramètres seront mieux définis par la suite en fonction de l'évolution de la situation).
- Le PNUD a pré-positionné 1 million pour contribuer à la mise en œuvre de ce plan, le PAM 800,000 US\$ et UNICEF jusqu'à 500,000 US\$. Des fonds supplémentaires seront fournis par la Banque Mondiale ; ACF est également prêt à apporter son soutien.

Promotion des Droits de l'homme

- En liaison avec la Commission Nationale Indépendante sur les Droits de l'Homme (CNIDH) et des ONGs de défense des Droits de l'homme, l'OHCHR a mis en place un dispositif de monitoring de la situation des droits humains dans le contexte de la pandémie du Covid-19, ainsi un rapport journalier sur la situation des droits de l'homme en lien avec le Covid-19 sera diffusé.
- Dans ce contexte de Covid-19, sur la base des conseils du HC/OHCHR et du Sous-Comité de l'ONU sur la Prévention de la Torture, et tenant compte des déclarations des Procédures Spéciales du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU, l'OHCHR est en train de préparer des lettres de plaidoyer au gouvernement en faveur de la prise en compte de la situation des détenus et des agents pénitentiaires, des droits économiques, sociaux et culturels des citoyens et des travailleurs y compris ceux des personnels de santé, du principe de non-discrimination, du sacro-saint principe du LNOB, du droit à l'information, de la lutte contre les Violences Basées sur le Genre dans le contexte du confinement, du droit à l'information, du droit au logement dans un contexte de respect des mesures de confinement, du droit à la sécurité sociale, du droit à la participation, du droit à l'éducation (effectivité du télé-enseignement dans un contexte marque un très faible accès aux moyens de communications modernes), du droit d'accès à l'eau, à l'hygiène/assainissement, du droit au logement dans un contexte d'application stricte des mesures de confinement.

Coordination

- Le Système des Nations Unies appuie les structures de coordination en place à différent niveau. Il s'agit de la coordination au niveau stratégique, placée au niveau du Centre de Commandement à Ivato, présidée par le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation et le Ministre de la Santé Publique comme Vice-Président.
- Le Coordonnateur résident a.i. appuie les Autorités sur la tenue des réunions stratégiques conduites soit par le Président de la République soit par le Premier Ministre.
- Au niveau opérationnel, l'OMS, l'UNICEF, l'UNFPA et le PAM appuient le Ministère de la Santé et ses commissions techniques de réponse ; et l'UNOCHA appuie le BNGRC dans la coordination opérationnelle.
- Le PNUD en particulier a alloué 100.000 \$US pour la fourniture des équipements nécessaires ainsi que la facilitation des réunions « On line » aux structures de coordination.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Coordonnateur résident ai du Système des Nations Unies : Pr Charlotte Faty NDIAYE, E-mail : ndiayechar@who.int, + 261 20 23 313 71

Incident Manager OMS : Dr Gilbert KAYOKO, E-mail : tshifuakag@who.int, +261 32 11 463 83

Spécialiste aux Affaires Humanitaires OCHA : Rija RAKOTOSON : E-mail : rakotoson@un.org, Tel: +261 33 15 076 93

Pour plus d'informations, visitez, www.madagascar.un.org – face book : [@SNUMadagascar](https://www.facebook.com/SNUMadagascar)